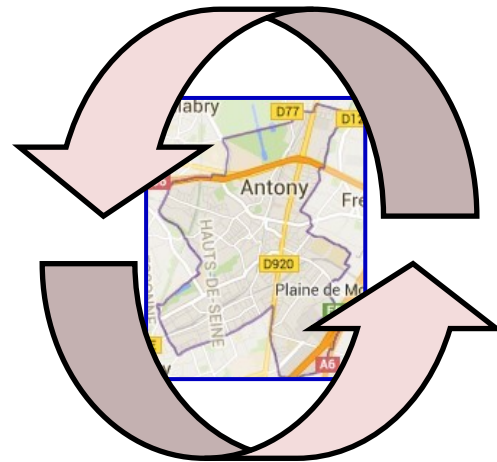




n°5

**Juin
2018**

360°



LE JOURNAL DES SOCIALISTES D'ANTONY

« La démocratie n'est efficace que si elle existe partout en tout temps »

P. Mendès France (« La république moderne »1962)

EDITORIAL

« La renaissance du PS en France n'est pas un slogan, c'est un engagement ! »

Le Parti Socialiste a choisi lors de son tout récent Congrès de s'ancrer dans le rôle social-démocrate.

Dans notre commune, les militants - fidèles à leurs traditions locales et à leurs racines - ont décidé de s'inscrire à une très large majorité dans l'héritage contemporain notamment européen du socialisme ; plus particulièrement dans l'action sociale et culturelle et face au défi que constitue l'écologie.

Dès septembre, notre Section va s'impliquer fortement dans la préparation des élections européennes du 26 mai 2019, c'est... après-demain.

« Euro-socialistes » antoniens nous sommes dans une opposition constructive et intelligente à la politique du président Macron notamment en matière de justice sociale.

Nous ne partageons pas sa politique de dégradation du Service public – patrimoine de tous les Français - notamment, dans la fonction hospitalière. Nous considérons que le refus d'œuvrer, voire la suppression de certains corps intermédiaires nuit à l'intelligence collective alors que nos PME et les entreprises les plus florissantes de l'hexagone qui pratiquent le dialogue social ont montré leur efficience.

Le néo-autoritarisme à la Giscard n'est pas de bon augure pour les Français.

A Antony, après une période de réflexion faisant suite à une défaite sévère, les socialistes ont commencé, depuis leur dernier Congrès, un nouveau cycle, une nouvelle page à écrire...

« ...Nous vivons sous l'empire de l'image, et d'abord de celle de la télévision...

Pas un événement qui ne nous soit connu dans le moment même où il se produit....

Le rythme politique auquel nous vivons tous, passant de l'élection au sondage, de la petite phrase au coup médiatique, érigeria, si nous n'y prenons garde, la myopie en art de gouvernement et rabaissera la responsabilité du citoyen à l'opinion passagère du « sondé ». ...»

Michel Rocard (29 juin 1988)

« ...A l'heure où la verticalité des uns fait écho au populisme des autres, dans une commune brutalité qui fragilise la démocratie, je revendique une autre méthode.

Une méthode qui fonde l'action publique et le changement sur l'écoute, le dialogue, le compromis, le consentement, la valorisation du pluralisme et le respect de la liberté et de l'autonomie de chacun.

Je ferai entendre cette voix, aujourd'hui bien singulière, dans le paysage politique français.

La démocratie ne peut être qu'un humanisme qui fait prévaloir l'esprit des Lumières sur celui de la déraison. C'est l'héritage républicain que nous a laissé Jean Jaurès. Jusqu'à présent, il n'a pas d'autres héritiers que les socialistes. »

*Olivier Faure
Premier Secrétaire du Parti Socialiste*



Italie : Réagir en citoyens et démocrates européens

L'arrivée au pouvoir en Italie de l'extrême droite avec la Ligue (ex Ligue du Nord) et du parti populiste Mouvement Cinq étoiles constitue un nouveau choc politique pour tous les européens.

« **Un de plus** », pour les partisans des Etats aux frontières barbelées, après l'alliance gouvernementale en Bulgarie des conservateurs (GERB) et des ultras nationalistes (OP) en 2017, celle en Autriche entre ces mêmes conservateurs (OVP) et l'extrême droite (FPÖ), sans oublier les gouvernements ouvertement nationalistes en Pologne (PiS) depuis 2015 ou en Hongrie (Fidesz) en avril dernier.

« **Un de trop** », pour les démocrates sachant lire l'Histoire européenne et déjà inquiets de l'entrée, pour la première fois depuis 1945, de 94 députés d'extrême droite (AFD) au Bundestag allemand en octobre 2017, ayant aussi en mémoire les 34 % de Le Pen avec ses 11 millions de voix obtenus au second tour présidentiel.

Première économie européenne majeure à gouvernement populiste et nationaliste, l'Italie c'est surtout un membre fondateur de l'Union qui, aujourd'hui, s'écarte de nos valeurs communes de solidarité et d'ouverture dans une Europe apaisée.

Alors que la dette publique italienne équivaut à 130 % de sa richesse nationale, le séisme social et économique que généreront inévitablement les mesures démagogiques de ce gouvernement (impôt sur le revenu à taux unique de 15%, etc.) pourrait bien déstabiliser une Union européenne revenant seulement à son niveau d'emplois de 2009.

Le pire est peut-être à venir après le refus du Président italien Mattarella de nommer

Ministre de l'économie un économiste d'extrême droite ayant déclaré dernièrement que *«Berlin n'a pas changé de point de vue sur son rôle après la fin du nazisme, tout en ayant abandonné de l'imposer militairement.»*

Quel que soit le gouvernement issu des tractations de cette alliance hétéroclite, sa stabilité restera problématique.

Les nationalistes italiens dénoncent un «refus de l'Union européenne à reconnaître le vote populaire». Outrance politique au réel déjà reprise par les partis d'extrême droite européens cités.

Occulter l'impuissance de l'Union à juguler les flux migratoires sur ses côtes, ou réfuter les effets désastreux pour le peuple italien des mesures de rigueur budgétaire imposées par la Commission européenne, serait toutefois refuser la réalité des causes réelles de ce désastre politique italien.

Il devient donc urgent de soutenir une Union européenne au plus près des citoyens en développant et expliquant ses réalisations concrètes : Fonds Social Européen permettant la mise en œuvre de projets sociaux de terrain pour les collectivités locales, nouvelle réglementation européenne, depuis mai, imposant aux entreprises de protéger les données personnelles des citoyens avec sanction financière importante en cas de non-respect, etc.

L'exemple italien doit renforcer notre vigilance constante contre tous les populismes de droite ou de gauche qui clament un nationalisme pour une France étriquée et repliée sur elle-même.

C'est le défi français et européen majeur de demain.



« ON NE DOIT TOUCHER A LA CONSTITUTION QUE D'UNE MAIN TREMBLANTE »

(Montesquieu)

La révision de la Constitution est un acte politique majeur dans une démocratie.

Le Président de la République se doit d'avoir de sérieuses et profondes raisons pour modifier la Loi fondamentale de notre Etat.

François Hollande l'a toujours refusée alors qu'il disposait pourtant de la majorité au Sénat et à l'Assemblée nationale entre 2012 et 2014 pour la réaliser. Il estimait dangereux de modifier en cours de mandat les règles du jeu démocratique, surtout pour des visées électoralistes, éloignées des préoccupations réelles des Français.

Il est regrettable qu'Emmanuel Macron n'ait pas repris cette logique éthique.

L'intention politique initiale d'Emmanuel Macron pouvait cependant être partagée: restaurer la confiance des Français en leurs institutions en un temps où les populismes de tous bords soufflent sur "le démagisme".

Des points positifs de la révision constitutionnelle proposée vont en ce sens :

Renforcer l'indépendance des magistrats du Parquet pour une justice sans pression; Supprimer la Cour de Justice de la République pour des ministres maintenant jugés comme des citoyens ordinaires; Faire du Conseil Economique Social et Environnemental une vraie chambre de la société civile, etc.

Toutefois, emporté par son tourbillon de réformes, le naturel du Président se qualifiant lui-même de « jupitérien » est vite réapparu :

Accélérer la procédure du vote de la loi et notamment du Budget réduisant le temps nécessaire du débat parlementaire;

Renouveler tout le Sénat en 2021 en abrégant de deux ans le mandat de 174 élus en 2017...assemblée où son parti ne compte que 21 sénateurs; Ordre du jour encore plus prioritaire des textes gouvernementaux sur ceux présentés par le Parlement, reniant ainsi sa parole de campagne pour valoriser ce dernier...

Mais surtout, devant l'hostilité croissante de nombreux parlementaires, y compris d'En Marche, Emmanuel Macron menace de soumettre directement au référendum trois mesures, qui elles ne nécessitent pas de révision de la Constitution :

Diminuer de 30% des Députés et Sénateurs; Introduire la proportionnelle pour 15% des Députés;

Interdire le cumul des mandats dans le temps au-delà de trois, à l'exception des maires des communes de moins de 9000 habitants.

Les Français étant a priori favorables à ces trois dernières mesures, la tentation présidentielle d'un référendum plébiscitaire pour rechercher un nouvel élan n'est pas loin...

Emmanuel Macron serait toutefois bien avisé de se souvenir des référendums de 1969 et 2005, pour lesquels ses prédécesseurs Charles de Gaulle et Jacques Chirac avaient été sévèrement désavoués par les Français, manifestant alors dans leur vote avant tout leur mécontentement vis-à-vis de celui qui pose la question.

Pour une révision constitutionnelle souhaitant avec raison combattre le "démagisme" populiste ambiant, le résultat politique final obtenu serait alors un comble !

LA COLONNE DES ELUES

Marité Charrier ,
Camille Le Bris

Coup d'œil sur la vie de la commune

Conseil municipal du 12 avril 2018

Scolarité.

A partir de septembre, les petits élèves antoniens reviendront à la semaine de 4 jours, décidée en 2008 par Nicolas Sarkozy. Cette décision a été prise sans avoir eu le recul suffisant sur la réforme initiée par Vincent Peillon qui tentait de respecter les avis des chronobiologistes et de favoriser de bonnes conditions d'apprentissage pour les élèves. La France est en Europe le pays où les enfants travaillent le plus d'heures par jour pour le plus petit nombre de jours dans l'année.

Certes, les communes auront moins de dépenses mais cette décision se fait sans tenir compte de l'intérêt des enfants.

Restauration scolaire et séniors.

Dès début juillet, le délégataire pour la restauration scolaire et les séniors ne sera plus ELRES (groupe ELIOR), mais la SOGERES (groupe SODEXO).

Espérons que la qualité des menus proposés, les engagements en matière de développement durable, ainsi que ceux sur le personnel seront respectés.

Nous serons vigilants.

Un regret : que la majorité n'ait pas retenu la proposition faite par la SOGERES d'un menu végétarien par semaine.

Il est fort probable d'ailleurs que l'évolution actuelle le lui imposera sous peu.

Urbanisme :

La place Firmin Gémier a été débaptisée pour prendre l'appellation de «Place du Marché» ! comme sens et symbolique, on aurait pu faire mieux !

Notre groupe a proposé «Place de la République» le Maire a refusé au motif que ça n'avait plus de sens aujourd'hui, la République n'étant pas menacée ! Souhaitons que, de ce point de vue du moins, il ait raison.

Sur cette place, la société Linkcity va construire un projet mixte d'habitation (21 logements) et de commerces en rez-de-chaussée avec une salle associative.

Ces appartements ne seront accessibles qu'à une classe aisée, la majorité ayant refusé d'y mettre des logements sociaux, qui pourtant manquent sérieusement en centre-ville.

La Mairie achète les murs des locaux commerciaux dans l'intention d'exercer un certain pouvoir sur les commerces qui s'y planteront.

Les jeunes du Conseil Citoyens demandent que ces cafés-restaurants pratiquent des tarifs abordables afin qu'ils puissent les fréquenter et que s'installe en centre-ville une certaine mixité générationnelle.

LA COLONNE DES ELUES (suite)

Urbanisme (suite) :

On n'en finit pas de construire ! Au 40 et 42 de la rue Auguste Mounié, des pavillons situés à l'arrière des immeubles ont été vendus à un promoteur qui va y réaliser 50 logements et 100 places de parking.

Au centre-ville la densification s'accroît et pas pour les classes populaires !

Les espaces verts disparaissent.

Le trafic s'intensifie ! A quand une rue piétonnière, paisible et respirable ?

Sports

- Le complexe sportif de La Fontaine n'est toujours pas ouvert. Tout est prêt, ne manque que le sol où des fissures apparues contraignent les entreprises à refaire les travaux. Un beau rêve qui tourne au cauchemar !

- Le centre Lionel Terray est fermée à la suite d'un incendie. La municipalité a pris en main les travaux de remise en état et promet une réouverture pour la première quinzaine de septembre.

Social

Les subventions municipales sont légèrement en baisse comme toutes les subventions.

⇒ Subventions pour les 51 associations sportives : 1 148 101 € contre 1 186 233 € en 2017

⇒ Subventions pour 74 association non-sportives : 297 810 € contre 295 200 € en 2017

⇒ Subventions pour la Cohésion sociale et la Réussite éducative (quartier prioritaire) 499 050 € contre 502 900 € en 2017

Politique de la Ville

La majorité anticipe sur une fin possible du **Contrat ville** et prépare le retour dans le droit commun. C'est prudent, afin que les associations du quartier prioritaire ne soient pas prises de court, mais c'est à double tranchant, car cela risque de diminuer l'énergie nécessaire pour défendre auprès de l'Etat la prolongation du Contrat Ville, alors que les besoins du quartier sont toujours ceux d'un quartier prioritaire.

Le CHUM. (Centre d'Hébergement d'Urgence de Migrants à Antony) pôle

Le CHUM a fêté son premier anniversaire le jeudi 3 mai, en présence d'une centaine de résidents, de bénévoles, du directeur d'Aurore, d'élus, du Maire et du sous-préfet, tous deux ayant prononcé des discours de bienvenue aux migrants !

Cette cérémonie s'est déroulée avec une solennité qui n'excluait pas la sympathie et la convivialité, un net progrès par rapport aux rencontres précédentes, moins bien organisées.

Marité Charrier

TERRITOIRE, DEPARTEMENT ET REGION

Toujours plus d'embouteillages en Région, La France sanctionnée par la Commission européenne !

Les résultats de l'étude récente de V-Trac portent un constat de **forte dégradation des conditions de circulation sur les 840 kms francilien par rapport à 2016.**

Le temps perdu dans les embouteillages est en hausse de 11% avec notamment une moyenne de 61% aux pics horaires sur le périphérique parisien, l'A6 et l'A3 étant les deux axes les plus perturbés.

Face à cette question majeure de santé publique, particulièrement pour les populations les plus vulnérables (enfants, personnes âgées..), des municipalités, comme la Ville de Paris dirigée par Anne Hidalgo, ont pris des mesures courageuses et concrètes, souvent sous les critiques extrêmes des « tout voitures »

Rappelons à ces jusqu'au-boutistes l'injonction du Conseil d'Etat en juillet 2017 imposant au gouvernement de ramener les concentrations en dioxyde d'azote et de particules fines aux normes du Code de l'environnement.

En incidence, Nicolas Hulot a présenté en avril 2018 une feuille de route concernant 14 zones critiques avec en premier lieu l'Île de France.

Texte gouvernemental jugé très sévèrement par la Commission européenne, qui a annoncé le 17 mai dernier qu'elle renvoyait la France devant la Cour de Justice de l'Union européenne pour non respect de la qualité de l'air, notamment dû à l'absence de mesures visant à réguler l'utilisation de la voiture .

MICRO TROTTOIR

L'appli' obligatoire à Antony:

Pour stationner dans le secteur - rue de l'église/saint Saturnin - vous ne pouvez pas payer votre parcimètre avec des pièces ou votre carte bancaire.

Seule l'application de paiement par smartphone est acceptée.

Si vous n'avez pas de smartphone ou si vous ne voulez pas disséminer vos données personnelles dans de multiples applications que vous n'avez pas choisies :

allez vous garer ailleurs!

Les parkings étant loin, vous choisirez un autre secteur pour vos achats, les commerçants apprécieront!

BILLET D'HUMEUR

L'écologie « en marche »...arrière!

- ⇒ Interdiction du glyphosate repoussée à 5 ans au lieu de 3...*Notre santé attendra!*
- ⇒ Interdiction de la publicité pour les produits alimentaires trop gras, trop sucrés, trop salés à destination des moins de 16 ans rejetée.....*Le surpoids et l'obésité des jeunes n'est pas un problème sur les bancs de l'Assemblée...!*
- ⇒ Généralisation du « Nutri-Score » (étiquetage nutritionnel par code couleurs sur les denrées alimentaires) ? *On verra plus tard...Il suffit de passer 3 mn à lire (et décrypter) chaque emballage avant de choisir son produit. Pratique, non?*

Les promesses électorales n'engagent que ceux qui y croient!

Calendrier - Annonces

**Prochain conseil municipal
le jeudi 28 juin à 20h**

**Bon été à toutes et tous et rendez-vous à
la rentrée pour notre prochain numéro de
« 360° »**

Dans ce numéro

Editorial.....	2
Italie : La crise politique et l'Europe....	3
France : La révision de la Constitution.	4
La colonne des élus.....	5 et 6
Territoire, département, region.....	7
Billet d'humeur.....	8

Si vous n'avez pas reçu les numéros précédents de « 360° », retrouvez-les sur le site <http://antony.parti-socialiste.fr/>

Si vous souhaitez recevoir «360°» par voie électronique, envoyez votre courriel à :

antony.partisocialiste@yahoo.fr

Journal conçu et réalisé bénévolement par les socialistes d'Antony.

Indépendamment d'engagements partisans, si vous souhaitez participer au financement de son impression, contactez-nous à l'adresse ci-dessus ou par courrier à :

Parti socialiste Antony - B.P. 40167—92186 Antony Cedex

Directeur de la publication : Daniel GIROMELA

<http://antony.parti-socialiste.fr/> https://twitter.com/ps_antony/

Imprimeur : les ateliers réunis

Ne pas jeter sur la voie publique